

RCS : VERSAILLES

Code greffe : 7803

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de VERSAILLES atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2008 B 00518

Numéro SIREN : 502 319 072

Nom ou dénomination : A FLEURS D'EAU

Ce dépôt a été enregistré le 03/01/2022 sous le numéro de dépôt 28

A FLEURS D'EAU
Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle
Siège social : 11 Avenue Des Clayes - 78450 Villepreux
502 319 072 RCS Versailles

Procès-verbal de l'assemblée Générale Extraordinaire
des actionnaires de la société A FLEURS D'EAU
en date du 19 novembre 2021

Le 19/11/2021,
à 11 heures,

Les actionnaires de la société se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire, sur convocation de la présidence.

Sont présents ou représentés :

- Madame MARJORIE HOUEL, propriétaire de 50 actions,
ci :50 actions,
- Madame EVELINE CRASSON, propriétaire de 25 actions,
ci :25 actions,
- Monsieur ALAIN CRASSON, propriétaire de 25 actions,
ci :25 actions,

Soit un total de : 100 actions.

Madame MARJORIE HOUEL, préside la réunion.

Le président constate que l'assemblée, réunissant au moins les trois quarts des actions, peut valablement délibérer et, en conséquence, est déclarée régulièrement constituée.

Le président dépose sur le bureau et met à la disposition de l'assemblée :

- *Les copies des lettres de convocation des associés,*
- *Le rapport de la présidence,*
- *Le texte des résolutions proposées.*

Il déclare que ces mêmes documents ont été mis à la disposition des actionnaires plus de quinze jours avant la date de la présente assemblée et que ces derniers ont eu la possibilité de poser, pendant ce même délai, toutes questions à la présidence, ce dont l'assemblée lui donne acte.

Le président rappelle que les actionnaires sont réunis à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- *Ratification de deux contrats de cession d'actions ;*
- *Modification des statuts suite aux deux cessions d'actions intervenues ;*
- *Pouvoirs pour effectuer les formalités légales.*

RESOLUTION N°1 :

Le président soumet à l'assemblée un contrat de cession d'actions passé sous seing privé le 19 novembre 2021, document aux termes duquel Madame Eveline BEAULIEU épouse CRASSON, née le 5 Septembre 1944 à Charleville (08), demeurant : 4 Rue des Alpes – 78450 VILLEPREUX a cédé à Madame Marjorie CRASSON épouse HOUEL, née le 11 Janvier 1973 à Versailles (78), demeurant 388 Avenue des Sablons – 78370 PLAISIR, les 25 actions qu'elle détient dans le capital de la société A FLEURS D'EAU pour le prix de 3 750 euros, Madame Marjorie CRASSON épouse HOUEL étant désormais titulaire de 75 actions dans le capital de la société A FLEURS D'EAU.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

RESOLUTION N°2 :

Le président soumet à l'assemblée un contrat de cession d'actions passé sous seing privé le 19 novembre 2021, document aux termes duquel Monsieur Alain CRASSON, né le 27 Janvier 1947 à Beaune la Rolande (45), demeurant : 4 Rue des Alpes – 78450 VILLEPREUX a cédé à Madame Marjorie CRASSON épouse HOUEL, née le 11 Janvier 1973 à Versailles (78), demeurant 388 Avenue des Sablons – 78370 PLAISIR, les 25 actions qu'il détient dans le capital de la société A FLEURS D'EAU pour le prix de 3 750 euros, Madame Marjorie CRASSON épouse HOUEL étant désormais titulaire de 100 actions dans le capital de la société A FLEURS D'EAU.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

RESOLUTION N°3 :

Suite aux actes de cession, lesquels sont l brement intervenus le 19 novembre 2021 :

- entre Madame Eveline BEAULIE J épouse CRASSON, née le 5 Septembre 1944 à Charleville (08), demeurant : 4 Rue des Alpes – 78450 VILLEPREUX et Madame Marjorie CRASSON épouse HOUEL, née le 11 Janvier 1973 à Versailles (78), demeurant 388 Avenue des Sablons,

et

- Monsieur Alain CRASSON, né e 27 Janvier 1947 à Beaune la Rolande (45), demeurant : 4 Rue des Alpes – 78450 VILLEPREUX et Madame Marjorie CRASSON épouse HOUEL, née le 11 Janvier 1973 à Versailles (78), demeurant 388 Avenue des Sablons – 78370 PLAISIR,

dont elle a pris connaissance et qu'elle a ratifié, l'assemblée générale décide de modifier l'article n° 7 des statuts comme suit :

« ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 8 000 € euros.

Il est divisé en 100 actions de 80 euros chacune, entièrement souscrites, toutes de même catégorie et attribuées à Madame MARJORIE HOUEL, «société unique.»

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

RESOLUTION N°4 :

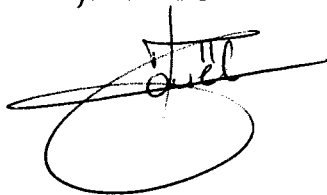
Tous pouvoirs sont délégués au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes aux fins d'accomplir les formalités légales nécessaires.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Aucune autre question n'étant à l'ordre du jour et personne ne demandant plus la parole, la séance est levée à 13 heures.

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal, signé par l'associée unique et président :

Marjorie HOUEL

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Marjorie Houel', with a large, loopy flourish underneath.

ACTE DE CESSIION D' ACTIONS

Madame Eveline BEAULIEU épouse CRASSON

Née le 5 Septembre 1944 à Charleville (08)
demeurant : 4 Rue des Alpes – 78450 VILLEPREUX

Agissant en qualité d'associée de la société A FLEURS D'EAU, SAS au capital de 8 000 €, divisé en 100 actions de 80 € chacune, numérotées de 1 à 100, dont le siège social est : 11 Avenue des Clayes – 78450 VILLEPREUX, immatriculée au registre du commerce de RCS VERSAILLES sous le n° 502 319 072.

D'une part,

Madame Marjorie CRASSON épouse HOUEL

Née le 11 Janvier 1973 à Versailles (78)
demeurant 388 Avenue des Sablons – 78370 PLAISIR

D'autre part,

Ont procédé de la manière suivante, à une cession d'actions.

I - Actions

Madame Eveline CRASSON cède et transporte, par ces présentes, sous les garanties ordinaires de fait et de droit, à Madame Marjorie HOUEL qui accepte, les 25 actions, de 80 € chacune, lui appartenant dans la société A FLEURS D'EAU.

ACTE DE CESSIION / A FLEURS D'EAU

1

S M4

Madame Marjorie HOUEL sera propriétaire des actions cédées à compter de ce jour et aura seule droit à la fraction correspondante des bénéfices de l'exercice en cours revenant auxdites actions. Elle sera subrogée dans tous les droits et obligations attachés aux actions cédées.

II - Prix

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix de 3 750 € que Madame Marjorie HOUEL a payé à l'instant même à Madame Eveline CRASSON qui le reconnaît et lui en consent quittance.

III - Signification à la société

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'un original des présentes en vue de leur signification à la société.

IV - Formalités de publicité

Tous pouvoirs sont conférés à Madame Marjorie HOUEL, présidente de la société, pour constater, par un procès-verbal, le caractère définitif de la modification des statuts lorsque la cession ci-dessus consentie et acceptée aura été signifiée à la société, et au porteur d'extraits ou de copies du présent acte et du procès-verbal ci-dessus visé pour effectuer toutes formalités de dépôt au greffe du tribunal de commerce.

V - Frais

Les frais et droits des présentes, et ceux qui en seront la conséquence, seront supportés par Madame Marjorie HOUEL qui s'y oblige, dans la mesure où ces frais se rattacheront à la cession des actions qui lui a été consentie ; et par la société pour les frais et droits afférents aux modifications apportées aux statuts.

VI - Déclaration pour les services fiscaux

1 - Le cédant déclare que les actions cédées ont été reçues en rémunération d'un apport en numéraire constaté dans les statuts en date du 31 octobre 2007 ;

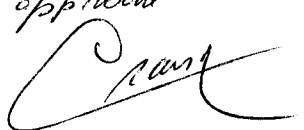
2 - Le cédant et le cessionnaire déclarent que la présente cession ne remettra pas en cause le régime fiscal de la société ;

3 - Au regard des droits d'enregistrement et des impôts, les parties déclarent que les actions cédées ne confèrent pas la jouissance de droits immobiliers. En conséquence, il est précisé que l'abattement prévu par l'article 726-III du Code Général des Impôts s'élève 23 000 € divisé par le nombre d'actions composant le capital.

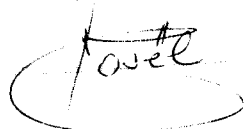
Fait à VILLEPREUX, le 19 Novembre 2021

En cinq originaux, dont un pour chacune des parties, un pour l'enregistrement, un pour signification à la société, et un pour le dépôt au registre du commerce et des sociétés.

Signature du cédant : Eveline CRASSON
précédée de la mention manuscrite "Lu et approuvé"

lu et approuvé


Signature du cessionnaire : Marjorie HOUEL
précédée de la mention manuscrite "Lu et approuvé"

lu et approuvé


Enregistré à : SERVICE DÉPARTEMENTAL DE L'ENREGISTREMENT
VERSAILLES
Le 26/11/2021 Dossier 2021 000 018, référence 7804P61 2021 A 06278
Enregistrement : 25 € Penalité : 0 €
Total liquidé : Vingt-cinq Euros
Montant reçu : Vingt-cinq Euros

ACTE DE CESSION D'ACTIONS

Monsieur Alain CRASSON

Né le 27 Janvier 1947 à Beaune la Rolande (51)
demeurant : 4 Rue des Alpes – 78450 VILLEPREUX

Agissant en qualité d'associé de la société A FLEURS D'EAU, SAS au capital de 8 000 €, divisé en 100 actions de 80 € chacune, numérotées de 1 à 100, dont le siège social est : 11 Avenue des Clayes – 78450 VILLEPREUX, immatriculée au registre du commerce de RCS VERSAILLES sous le n° 502 319 072.

D'une part,

Madame Marjorie CRASSON épouse HOUEL

Née le 11 Janvier 1973 à Versailles (78)
demeurant 388 Avenue des Sablons – 78370 PLAISIR

D'autre part,

Ont procédé de la manière suivante, à une cession d'actions.

I - Actions

Monsieur Alain CRASSON cède et transporte, par ces présentes, sous les garanties ordinaires de fait et de droit, à Madame Marjorie HOUEL qui accepte, les 25 actions, de 80 € chacune, lui appartenant dans la société A FLEURS D'EAU.

ACTE DE CESSION / A FLEURS D'EAU

1

 MH

2017

Madame Marjorie HOUEL sera propriétaire des actions cédées à compter de ce jour et aura seule droit à la fraction correspondante des bénéfices de l'exercice en cours revenant auxdites actions. Elle sera subrogée dans tous les droits et obligations attachés aux actions cédées.

II - Prix

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix de 3 750 € que Madame Marjorie HOUEL a payé à l'instant même à Monsieur Alain CRASSON qui le reconnaît et lui en consent quittance.

III - Signification à la société

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'un original des présentes en vue de leur signification à la société.

IV - Formalités de publicité

Tous pouvoirs sont conférés à Madame Marjorie HOUEL, présidente de la société, pour constater, par un procès-verbal, le caractère définitif de la modification des statuts lorsque la cession ci-dessus consentie et acceptée aura été signifiée à la société, et au porteur d'extraits ou de copies du présent acte et du procès-verbal ci-dessus visé pour effectuer toutes formalités de dépôt au greffe du tribunal de commerce.

V - Frais

Les frais et droits des présentes, et ceux qui en seront la conséquence, seront supportés par Madame Marjorie HOUEL qui s'y oblige, dans la mesure où ces frais se rattacheront à la cession des actions qui lui a été consentie ; et par la société pour les frais et droits afférents aux modifications apportées aux statuts.

VI - Déclaration pour les services fiscaux

1 - Le cédant déclare que les actions cédées ont été reçues en rémunération d'un apport en numéraire constaté dans les statuts en date du 31 octobre 2007 ;

 MH

2 - Le cédant et le cessionnaire déclarent que la présente cession ne remettra pas en cause le régime fiscal de la société ;

3 - Au regard des droits d'enregistrement et des impôts, les parties déclarent que les actions cédées ne confèrent pas la jouissance de droits immobiliers. En conséquence, il est précisé que l'abattement prévu par l'article 726-III du Code Général des Impôts s'élève à 23 000 € divisé par le nombre d'actions composant le capital.

Fait à VILLEPREUX, le 19 Novembre 2021

En cinq originaux, dont un pour chacune des parties, un pour l'enregistrement, un pour signification à la société, et un pour le dépôt au registre du commerce et des sociétés.

Signature du cédant : Alain CRASSON
précédée de la mention manuscrite "Lu et approuvé"

Lu et approuvé
Crasson

Signature du cessionnaire : Marjorie HOUEL
précédée de la mention manuscrite "Lu et approuvé"

Lu et approuvé
Hoüel

Enregistré à : SERVICE DÉPARTEMENTAL DE L'ENREGISTREMENT
VERSAILLES
Le 26/11/2021 Dossier 2021 00042117, référence 7804P61 2021 A 06277
Enregistrement : 25 € Droits : 0 €
Total liquidé : Vingt-cinq euros
Montant reçu : Vingt-cinq euros

n° de
dépôt
28



n° de
gestion
80518

03 JAN. 2022

n° de
facture

Qmby.

n° de
chrono

22000064

A FLEURS D EAU

Société par Action : Simplifiée Unipersonnelle

Siège social : 11 Av Des Clayes 78450 Villepreux

50231907 2 RCS Versailles

STATUTS

Mis à jour en date du 19/11/2021;

Certifiés conformes par le Président, (signature)

MH

TITRE I - FORME - OBJET - DÉNOMINATION - SIÈGE - DURÉE - EXERCICE

SOCIAL

ARTICLE 1 - FORME

La Société a été constituée sous la forme d'une Société à responsabilité limitée aux termes d'un acte sous seing privé en date du 31/10/2007, à VILLEPREUX, enregistré à VERSAILLES.

Elle a été transformée en Société par Actions simplifiée suivant décision de l'Assemblée Générale en date du 24/09/2021.

Elle est régie par les dispositions légales applicables et par les présents statuts. Elle ne peut procéder à une offre au public sous sa forme actuelle de Société par actions simplifiée.

ARTICLE 2 - DÉNOMINATION

La dénomination sociale est : A FLEURS D'EAUX.

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « Société par actions simplifiée » ou des initiales « S.A.S. » et du montant du capital social, de son siège, du numéro d'identification suivi de la mention registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 3 - OBJET

La Société a pour objet, en France et dans tous pays :

- Commerce de détails de fleurs ;
- Ainsi que toutes opérations industrielles et commerciales se rapportant à :
 - la création, l'acquisition, la location, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées ;
 - la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités ;
 - la participation directe ou indirecte de la Société dans toutes opérations financières immobilières ou mobilières et dans toutes entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.

ARTICLE 4 - SIÈGE SOCIAL

Le siège de la Société est : 11 Av Des Clayes 78450 Villepreux.

Il peut être transféré en tout endroit du même département ou dans un département limitrophe par une simple décision du Président.

MH

ARTICLE 5 - DURÉE DE LA SOCIÉTÉ

La durée de la Société est fixée à 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

TITRE II - CAPITAL - ACTIONS

ARTICLE 6 - APPORTS

Lors de la constitution de la société, il a été constitué les apports suivants :

- MARJORIE HOUEL apporte à la Société en numéraire une somme de 4000 euros,
ci, total : 4000 euros.

- EVELINE CRASSON apporte à la Société en numéraire une somme de 2000 euros ,
ci, total : 2000 euros.

- ALAIN CRASSON apporte à la Société en numéraire une somme de 2000 euros,
ci, total : 2000 euros.

Soit ensemble, la somme totale de 8000 euros.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 8000 euros.

Il est divisé en 100 actions de 80 euros chacune , entièrement souscrites, toutes de même catégorie et attribuées à Madame Marjorie HOUEL, associée unique.

ARTICLE 8 - MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi.

TITRE III - ACTIONS

ARTICLE 9 - LIBÉRATION DES ACTIONS

Toutes les actions d'origine formant le capital initial et représentant des apports en numéraire doivent être libérées de la moitié au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription.

Les actions souscrites lors d'une augmentation de capital en numéraire doivent être obligatoirement libérées d'un quart au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus interviendra en une ou plusieurs fois sur décision du Président dans le délai de cinq ans, soit à compter du jour de l'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, soit, en cas d'augmentation de capital, à compter du jour où celle-ci est devenue définitive.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance du souscripteur par lettre recommandée avec accusé de réception expédiée quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement. Les versements sont effectués, soit au siège social soit en tout autre endroit indiqué à cet effet.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne, de plein droit et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, le paiement d'un intérêt au taux légal, à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'associé défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la Loi.

ARTICLE 10 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 11 - INDIVISIBILITÉ DES ACTIONS

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires indivis d'actions sont représentés par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par Ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Le droit de vote attaché à l'action appartient au nu-propiétaire, sauf pour les décisions collectives relatives à l'affectation des bénéfices de la Société où il appartient à l'usufruitier.

Le droit de l'associé d'obtenir communication des documents sociaux ou de les consulter peut également être exercé par chacun des copropriétaires d'actions indivises, par l'usufruitier et le nu-propiétaire d'actions.

Dans tous les cas, le nu-propiétaire peut participer aux décisions collectives même à celles pour lesquelles il ne jouit pas du droit de vote.

ARTICLE 12 - CESSION ET TRANSMISSION DES ACTIONS

La cession des actions s'opère, à l'égard des tiers et de la Société, par un ordre de mouvement de compte à compte signé du cédant ou de son mandataire. Le mouvement est mentionné sur le registre des mouvements de titres.

La cession d'actions à un tiers à quelque titre que ce soit est soumise à l'agrément préalable des associés, statuant à la majorité des associés disposant du droit de vote.

A cet effet, le cédant doit notifier au Président de la Société une demande d'agrément indiquant l'identité du cessionnaire (nom, domicile, ou dénomination, siège social, capital, R.C.S., composition des organes de Direction et d'administration, identité des associés), le nombre d'actions dont la cession est envisagée et le prix offert.

L'agrément résulte, soit d'une décision collective des associés prise dans les conditions visées à l'article 22, soit du défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la demande.

En cas de refus d'agrément du cessionnaire proposé et à moins que le cédant décide, soit de renoncer à la cession envisagée, les autres associés sont tenus, dans le délai de trois mois à compter de la notification du refus, soit d'acquiescer les actions dont la cession est envisagée, soit de les faire racheter par la Société qui devra les céder dans un délai de six mois ou les annuler.

En cas d'augmentation de capital par émission d'actions de numéraire, la cession des droits de souscription est soumise à autorisation de la collectivité des associés dans les conditions prévues ci-dessus.

La cession de droit à attribution d'actions gratuites, en cas d'incorporation au capital de bénéfices, réserves, provisions ou primes d'émission ou de fusion, est assimilée à la cession des actions gratuites elles-mêmes et doit donner lieu à demande d'agrément dans les conditions définies ci-dessus.

Toute cession réalisée en violation des clauses ci-dessus est nulle.

ARTICLE 13 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHÉS AUX ACTIONS

Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à la part fixée par les présents statuts et donne droit au vote et à la représentation lors des décisions collectives, dans les conditions fixées par les statuts.

Tout associé a le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la Loi et les statuts.

Sous réserve des dispositions légales et statutaires, aucune majorité ne peut leur imposer une augmentation de leurs engagements. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe, sauf disposition contraire des statuts.

Tout actionnaire peut participer aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.

TITRE IV - GESTION ET CONTRÔLE DE LA SOCIÉTÉ

ARTICLE 14 - PRÉSIDENT

La Société est administrée et dirigée par un président, personne physique ou morale.

Le président est nommé ou renouvelé dans ses fonctions par la collectivité des associés statuant à la majorité simple, qui peuvent le révoquer à tout moment.

Lorsqu'une personne morale est nommée président ou dirigeant, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient président ou dirigeant en leur nom personnel, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

ARTICLE 15 - POUVOIRS DU PRÉSIDENT - AUTRES DIRIGEANTS

1 - Le Président assume, sous sa responsabilité, la Direction de la Société et la représente dans ses rapports avec les tiers, avec les pouvoirs les plus étendus, dans la limite de l'objet social.

Les décisions de l'associé unique ou de l'assemblée générale des actionnaires limitant ses pouvoirs sont inopposables aux tiers.

Dans ses rapports avec les tiers, le Président engage la Société même par les actes qui dépassent l'objet social, à moins qu'il ne soit prouvé que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, y compris la seule publication des statuts.

2 - Le président peut, s'il le souhaite, se faire assister d'un directeur général. Il peut être nommé plusieurs directeurs généraux délégués.

ARTICLE 16 - DIRECTEURS GÉNÉRAUX

Sur la proposition du président et afin de l'assister, les associés peuvent nommer une ou plusieurs personnes, physiques ou morales, associés ou non, portant le titre de directeur général ou de directeur général délégué.

La durée des fonctions du directeur général est fixée dans la décision de nomination, sans que cette durée puisse excéder celle des fonctions du président.

Toutefois, en cas de décès, démission ou empêchement du président, le directeur général demeure en fonctions, sauf décision contraire des associés, jusqu'à la nomination du nouveau président.

Le directeur général peut être révoqué à tout moment par décision du président. Cette révocation n'ouvre droit à aucune indemnité.

Sauf limitation fixée par la décision de nomination ou par une décision ultérieure, le directeur général dispose dans l'ordre interne des mêmes pouvoirs de direction que le Président. A l'égard des tiers, il a les mêmes pouvoirs de direction et de représentation que ceux du président en application de l'article L.227-6 du Code de commerce ; si nécessaire il justifiera de l'étendue de ses pouvoirs par la production d'une copie certifiée conforme par le président des présents statuts et d'une copie également certifiée conforme par le président du procès-verbal de la décision de sa nomination et d'un extrait K bis.

La rémunération du directeur général est fixée par la collectivité des associés. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle. Il aura droit également au remboursement, sur justificatifs, des frais engagés par lui dans l'intérêt de la société.

En outre, le directeur général peut bénéficier d'un contrat de travail au sein de la société.

ARTICLE 17 - RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS

La rémunération du Président et de tout dirigeant est déterminée par l'associé unique ou l'assemblée générale des actionnaires.

Elle peut être fixe ou proportionnelle, ou à la fois fixe et proportionnelle. Le président et tout dirigeant pourra prétendre au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement, sur présentation des justificatifs afférents.

MM

ARTICLE 18 - CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

Les conventions définies à l'article L. 227-10 du Code de commerce sont soumises aux formalités de contrôle prescrites par ledit article.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales sont communiquées au Commissaire aux Comptes.

Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au président et aux dirigeants de la Société.

ARTICLE 19 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Lorsque la loi le prévoit, l'associé unique ou l'assemblée générale désigne un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires, dont les fonctions expirent à l'issue de la décision de l'associé unique prise sur les comptes du sixième exercice ou de l'assemblée générale statuant sur les comptes du sixième exercice.

Un ou plusieurs commissaires suppléants, appelés à remplacer les titulaires en cas de décès, de démission, d'empêchement ou de refus de ceux-ci, sont désignés pour une même durée.

En cas de pluralité d'associés, les commissaires aux comptes sont désignés par décision collective des associés.

TITRE V - DÉCISIONS SOCIALES

ARTICLE 20 - DÉCISIONS COLLECTIVES

Certaines décisions doivent être prises à l'unanimité des associés et notamment l'inaliénabilité des actions, la suspension des droits de vote et l'exclusion d'un associé ou la cession forcée de ses actions que ce soit consécutivement ou non au changement de contrôle d'une personne morale et l'augmentation des engagements des associés.

Toutes décisions entraînant la modification des statuts devront être décidées par la collectivité des associés dans les conditions fixées par l'article 22 des présents statuts.

Relèvent également de la compétence de la collectivité des associés la nomination, la révocation de certains dirigeants ainsi que leur rémunération.

ARTICLE 21 - FORME DES DÉCISIONS

Les décisions collectives des associés sont, au choix du président, prises en Assemblée Générale ou résultent du consentement des associés exprimé dans un acte sous seing privé. Elles peuvent également faire l'objet d'une consultation écrite.

MM

En cas de consultation écrite, le Président adresse à chaque associé, à son dernier domicile connu, par lettre recommandée, le texte des résolutions, proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de 15 jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour émettre un vote par écrit, le vote étant, pour chaque résolution, formulé par les mots « oui » ou « non ».

La réponse est adressée à l'auteur de la consultation par lettre recommandée.

Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

Les décisions collectives autres que celles nécessitant la réunion d'une Assemblée Générale peuvent également résulter d'un acte sous seing privé par tous les associés.

ARTICLE 21 - ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

21-1- Convocation

L'assemblée générale est convoquée par le Président. L'assemblée générale est réunie au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans l'avis de convocation.

La convocation est faite quinze (15) jours avant la date de l'assemblée, soit par lettre simple ou recommandée adressée à chaque associé, soit par télécopie, soit par e-mail ou par tous moyens permettant d'établir la preuve de la convocation. Si tous les associés sont réunis lors de l'assemblée bien que le délai de quinze (15) jours n'ait pas été respecté, aucune nullité de l'assemblée pour non-respect de ce délai ne pourra être évoquée.

21-2 – Ordre du jour

L'ordre du jour de l'assemblée est arrêté par l'auteur de la convocation.

L'assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour. Elle peut toutefois, en toutes circonstances, révoquer le Président, un ou plusieurs dirigeants et procéder à leur remplacement.

21-3 – Admission aux Assemblées – Pouvoirs

Tout associé a le droit de participer aux assemblées générales et aux délibérations personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre de ses actions, sur simple justification de son identité, dès lors que ses titres sont inscrits en compte à son nom.

Un associé peut se faire représenter par un autre associé ou toute autre personne justifiant d'un mandat.

21-4 – Tenue de l'Assemblée – Bureau – Procès verbaux

Une feuille de présence est émise par les associés présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire. Elle est certifiée exacte par le bureau de l'Assemblée.

L'Assemblée est présidée par le Président ou, en son absence, par un dirigeant spécialement délégué à cet effet par l'Assemblée, ou par l'auteur de la convocation.

MM

A défaut, l'Assemblée élit elle-même son Président.

L'Assemblée désigne un Secrétaire qui peut être pris en dehors de ses membres.

Les délibérations des Assemblées sont constatées par des procès-verbaux signés par le Président et le Secrétaire et établis sur un registre spécial. Les copies et extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés par l'un des deux.

21-5 – Droit de communication des associés

Tout associé a le droit d'obtenir, avant toute assemblée générale, consultation des documents nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement sur la gestion et le contrôle de la Société.

ARTICLE 22 - QUORUM - VOTE

Le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social, le tout déduction faite des actions privées du droit de vote en vertu des dispositions de la Loi ou des présents statuts.

Chaque action donne droit à une voix.

A l'exception de celles nécessitant l'unanimité, toutes les décisions collectives seront prises à la majorité simple.

Toutes les décisions collectives entraînant modification des présents statuts, à l'exception de celles pour lesquelles l'unanimité est exigée par la Loi seront prises à la majorité des ¾ des associés.

TITRE VI - EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX - AFFECTATION ET RÉPARTITION DES BÉNÉFICES

ARTICLE 23 - EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 01/01 et finit le 31/12 de chaque année.

ARTICLE 24 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément aux lois et usages du commerce.

À la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif. Il dresse également les comptes annuels conformément aux dispositions des articles L. 123-1 et suivants du Code de commerce.

Il annexe au bilan un état des cautionnements, avals et garanties donnés par la Société et un état des sûretés consenties par elle.

MH

Il établit un rapport de gestion contenant les indications fixées par la Loi.

Les associés approuvent les comptes après rapport du Commissaire aux Comptes, si la Société en est dotée, dans le délai de six mois à compter de la date de la clôture de l'exercice.

Le cas échéant, le Président établit les documents comptables prévisionnels dans les conditions prévues par la Loi.

Tous ces documents sont mis à la disposition des Commissaires aux Comptes dans les conditions légales et réglementaires.

ARTICLE 25 - AFFECTATION ET RÉPARTITION DES BÉNÉFICES

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes que l'associé unique ou l'assemblée générale décidera de porter en réserve en application des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, la collectivité des associés détermine la part attribuée aux associés sous forme de dividende et prélève les sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Cependant, hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendront à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital.

La collectivité des associés peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves, soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont distribués par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Les pertes, s'il en existe, sont, après l'approbation des comptes par les associés, inscrites à un compte spécial pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

Chacune des actions donnera droit au même dividende.

ARTICLE 26 - MISE EN PAIEMENT DES DIVIDENDES

Les associés peuvent opter pour le paiement d'un dividende ou acompte sur dividende en numéraire ou en actions.

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par eux.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de Justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux Comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires, déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la Loi ou des statuts et, compte tenu du report bénéficiaire, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

MH

La Société ne peut exiger des associés aucune répétition de dividende, sauf si la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et si la Société établit que le bénéficiaire avait connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances.

L'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes. Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

TITRE VII - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL- TRANSFORMATION - DISSOLUTION- LIQUIDATION

ARTICLE 27 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de consulter les associés à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum et dans le délai fixé par la Loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en Justice la dissolution de la Société. Il en est de même en cas d'absence de décision des associés.

Dans tous les cas, la décision des associés doit faire l'objet des formalités de publicité requises par les dispositions réglementaires applicables.

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 28 - TRANSFORMATION

La Société peut se transformer en Société d'une autre forme.

La décision de transformation est prise collectivement par les associés, aux conditions de quorum et de majorité ci-avant fixées sur le rapport des Commissaires aux Comptes de la Société, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

La transformation en Société en Nom Collectif nécessite l'accord de tous les associés ; en ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigées ;

La transformation en Société en Commandite Simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de tous les associés devenant associés commandités.

La transformation en Société à Responsabilité Limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des Sociétés de cette forme.

La transformation qui entraînerait, soit l'augmentation des engagements des associés, soit la modification des clauses des présents statuts exigeant l'unanimité des associés, devra faire l'objet d'une décision unanime de ceux-ci.

ARTICLE 29 - DISSOLUTION- LIQUIDATION

Hors les cas de dissolution prévus par la loi, et sauf prorogation régulière, la dissolution de la Société intervient à l'expiration du terme fixé par les statuts ou à la suite d'une décision collective des associés prise dans les conditions fixées par les présents statuts.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par cette décision collective des associés.

Le liquidateur représente la Société. Tout l'actif social est réalisé et le passif acquitté par le liquidateur qui est investi des pouvoirs les plus étendus. Il répartit ensuite le solde disponible.

La collectivité des associés peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

L'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est partagé également entre toutes les actions.

ARTICLE 30 - CONTESTATIONS

Toutes contestations susceptibles de surgir pendant la durée de la Société ou après sa dissolution pendant le cours des opérations de liquidation, soit entre les associés, le président et la Société, soit entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des Tribunaux compétents.

ARTICLE 31 - JOUISSANCE DE LA PERSONNALITÉ MORALE- IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS

La Société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

L'état des actes accomplis au nom de la Société en formation, avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte pour la Société. La signature des statuts emportera reprise desdits engagements par la Société lorsque celle-ci aura été immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés.

Le Président de la Société est, par ailleurs, expressément habilité, dès sa nomination, à passer et à souscrire, pour le compte de la Société, les actes et engagements entrant dans ses pouvoirs statutaires et légaux. Ces actes et engagements seront réputés avoir été faits et souscrits, dès l'origine, par la Société, après vérification par l'associé unique ou par l'assemblée générale, postérieurement à l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés, de leur conformité avec le mandat ci-dessus défini et au plus tard par l'approbation des comptes du premier exercice social.

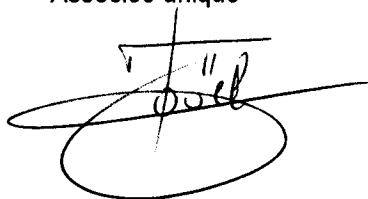
MH

ARTICLE 32 - PUBLICITÉ - POUVOIRS

Les formalités de publicité prescrites par la loi et les règlements sont effectuées à la diligence du Président qui est spécialement mandaté pour signer l'avis à insérer dans un Journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social.

Marjorie HOUEL

Associée unique



MH

